

revendicatives, les revendications immédiates quantitatives ne sont guère avancées que pour démasquer l'incurie et la gabelle gouvernementales. On ne se bat pas dessus parce qu'après avoir essuyé la première rebuffade, il faudrait expliquer comment continuer. Ce sont souvent des revendications sur le papier qui servent surtout à légitimer les revendications gestionnaires du P.C.F. dans le cadre d'une démocratie avancée, par les voies parlementaires bien sûr. C'est dans ce cadre que prennent place les demandes de la C.G.T. de siéger au Conseil d'Administration de la S.N.C.F., au Conseil de Surveillance de l'Assistance Publique.

Apparaissant ainsi comme le seul pôle d'opposition, le P.C.F. devient la force d'unification possible sur le plan électoral de toutes les couches petites bourgeoises qui ayant perdu leurs partis traditionnels et tout moyen d'expression légal entrent en lutte, donnant quelque vraisemblance aux thèses du P.C.F. sur l'union des couches anti-monopolistes. En fait, ce n'est pas le P.C. qui gagne ces couches à la révolution, mais bien plutôt ces couches qui renforcent la base sociale de son réformisme.

Devant ce succès, et lorsque ses alliés présumés font preuve de mauvaise volonté, il peut se permettre de parler haut en remplaçant le terme d'unité par celui d'union. Sous entendu union dans les rangs de ses propres organisations de masses. Dans des secteurs non directement soumis à l'exploitation comme l'enseignement, par le jeu de ces organisations, le P.C.F. apparaît comme l'interlocuteur réel du pouvoir : avec le S.N.E.S., le S.N.E.-Sup., la Fédération Cornec, l'U.N.E.F., l'U.N.C.A.L. lui en donnent les moyens, il a été l'instrument direct de la politique de participation à l'Université.

Faisant campagne sur le thème de l'indépendance nationale et de la bonne gestion, le P.C.F. place le secteur nationalisé et s'efforce de démontrer que dans la Santé Publique, la Recherche, l'Aéronautique, la S.N.C.F., l'E.D.F., l'Enseignement, il suffirait de s'appuyer sur les organisations de masses exprimant les avis populaires pour aboutir à une gestion équilibrée. D'où l'importance des nationalisations.

Cette orientation tire sa crédibilité du rattachement du P.C.F. à un camp international. S'il est vrai qu'à l'époque de l'impérialisme et de l'état fort, les bureaucrates réformistes incapables de maintenir par des victoires économiques leur crédit dans la classe ouvrière, deviennent l'instrument direct de l'impérialisme, le social-impérialisme, le P.C.F. n'est pas dans l'immédiat acculé à une telle extrémité. La démocratie avancée qu'il préconise, appuyée sur un large secteur nationalisé, a pour référence directe le modèle bureaucratique de l'U.R.S.S. Les liens du P.C.F. avec la bureaucratie stalinienne lui permettent d'éviter provisoirement le dilemme impérialisme ou révolution, de conserver une marge tactique et d'obtenir un sursis pour son réformisme parlementaire au moment même où le réformisme classique, économique de la social-démocratie apparaît en faillite irrémédiable.

C'est une des raisons qu'ont les bureaucrates de maintenir malgré les distorsions et contradictions les liens avec l'U.R.S.S. au lieu de les rompre, d'où l'ascension de Marchais et le limogeage de Garaudy qui semble aller à contre-courant de l'évolution amorcée les dernières années, mais qui ne font que témoigner de l'avenir nécessairement chaotique du P.C.F.

Il n'en demeure pas moins dans l'immédiat un regain de confiance de certains militants, heureux de se battre sous la bannière de leur organisation et de faire enfin la nique aux socialistes qu'ils vomissent en secret. On ne peut expliquer autrement le regain relatif d'audience dans les élections professionnelles (Renault, Berliet où la C.G.T. gagne des voix dans le collège ouvrier et dans celui des cadres, reprenant parfois à la C.F.D.T. ce qu'elle lui avait conquis après Mai), l'influence grandissante dans les principaux syndicats de la F.E.N. (malgré l'image déformante donnée par le congrès), la réalité de l'U.N.E.F. renouveau et de l'U.N.C.A.L. qui ne sont plus de simples structures fantoches, et le regain d'agressivité des jeunes communistes.

3. LA MOBILISATION OUVRIERE

Si l'on regarde le tableau des luttes en novembre dernier avec d'autres yeux que ceux, blasés, du militant arrivé à la politique en Mai 68, le résultat est impressionnant. Manifestations violentes et massives de petits commerçants ; démonstrations de paysannes ; kidnapping de ministres par des paysans ; poteaux électriques d'une voie ferrée vouée à la disparition sciés par les cheminots ; grèves ouvrières. De très larges couches de la population en lutte au point qu'on se demande où est la base sociale du pouvoir.

Mais surtout le nombre et la fréquence des manifestations et des grèves ouvrières pour la défense de l'emploi et du niveau de vie. Dans les secteurs arriérés (à Thann, Cholet, Châtellerauld), séquestration de patrons. Dans des secteurs de pointe (St-Etienne, Tarbes, Brest, Sud-A. à Toulouse) des grèves avec occupation, comités de grèves élus, contrôle sur l'intersyndicale, manifestations contre les organes d'information bourgeoise. Dans les petites villes comme Tarbes ou St-Etienne la participation aux manifestations est plus importante qu'en mai 68. A Sud-A. Toulouse, les formes d'organisation témoignent d'un niveau de conscience infiniment supérieur à celui de mai 68. Surtout les luttes voient la juxtaposition de secteurs retardataires aux flambées éphémères et de secteurs plus traditionnels, plus éduqués (secteur nationalisé) autrement résistants que les secteurs ouvriers qui avaient mené les luttes dures mais brèves annonciatrices de mai.

Dans la mauvaise situation économique, face à la dévaluation et en l'absence de perspectives politiques convaincantes on assiste à une différenciation dans les rangs mêmes du prolétariat qui ouvre un éventail allant du gauchisme anti-syndical à la dépolitisation corporatiste et au désespoir du lumpen. Mais l'entrée en lutte massive de nouvelles couches restées passives même en mai et la politisation globale qui en résulte profite dans un premier temps au P.C.F. qui exprime sans excès et dans le cadre de la légalité leur mécontentement. Le regain d'audience peut permettre au P.C.F. de regagner sur sa gauche une légère frange écœurée en mai, mais attirée par la masse.

4. LES INTERLOCUTEURS

Dans une situation aussi instable et incertaine, le pouvoir cherche avant tout à s'imposer sans finesse en faisant étalage de ses ressources et arguments frappants (Marcellin le 15 novembre).

Les syndicats, la C.G.T. surtout, sont dans une situation délicate. Ils doivent lutter pour répondre à la volonté des masses et garder leur confiance. Mais passés à l'affrontement, ils préfèrent reculer que sauter. D'où une contradiction